Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1914 — **Roma — Martedì, 21 luglio** — **Numero 172**

DIREZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 11-31

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 75-91

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.
Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.35 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }
Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*
Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte ufficiale.

PARTE UFFICIALE

ERRATA-CORRIGE

Nella stampa della legge 26 giugno 1913, n. 836, sull'ordinamento dell'Istituto nazionale per l'istruzione e per l'educazione degli orfani dei maestri elementari, pubblicata nella *Gazzetta ufficiale* del l'8 agosto 1913, n. 185, venne errato l'art. 2, comma 1°, che deve leggersi esattamente così:

« L'Istituto provvede ai suoi fini:

« *a*) con le rendite del fondo patrimoniale;

« *b*) con il contributo dello Stato;

« *c*) con i proventi della giornata di stipendio rilasciata dai maestri e dai direttori didattici, a norma dell'art. 29 della legge 8 luglio 1904, n. 407, e del bollo supplementare di cui all'art. 7 della presente legge;

« *d*) con gli altri contributi comunque versati dai maestri o dai direttori didattici;

« *e*) con i lasciti, le donazioni ed ogni altro provento ».

Nella stampa del regolamento per l'applicazione e riscossione della tassa a favore della Camera di commercio e industria di Cremona, approvato con R. decreto 31 maggio 1914, n. 559, pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del 29 giugno 1914, n. 153, sono anche incorsi i seguenti errori:

All'art. 1, invece di « XXV », leggasi « XXVI »; all'art. 2, dopo la parola « riguardo », invece di « col modo quale », leggasi « al modo col quale »; all'art. 4, all'ultimo comma, aggiungasi un « e » dopo la parola « contemplati »; all'art. 5, secondo comma, dopo le parole « impregiudicato l'accertamento », aggiungansi le seguenti: « camerale. Trascorso detto termine la Camera procederà d'ufficio all'accertamento » ecc. Nello stesso comma, dopo le parole: « Società rispettive », si ponga un punto e si cambi in lettera maiuscola il q del successivo « quando ». All'art. 7, terzo comma, quart'ultima riga, si tolga la parola « ogni ».

LEGGI E DECRETI

Il numero 685 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena e intera esecuzione è data alla Convenzione di commercio e navigazione fra l'Italia e la Spagna, firmata a Madrid il 30 marzo 1914, le cui ratificazioni furono scambiate a Madrid il 13 luglio 1914.

Art. 2.

Al testo francese della Convenzione è unita, e sarà contemporaneamente pubblicata, la sua traduzione italiana.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 luglio 1914.

VITTORIO EMANUELE.

DI SAN GIULIANO — RAVA — RUBINI — MILLO — CAVASOLA.

Visto, *Il guardasigilli:* DARI.

CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ITALIE ET L'ESPAGNE

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi d'Espagne, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de développer les relations commerciales des deux Pays, ont résolu de conclure la Convention de commerce et de navigation, qui suit, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d' Italie,

Monsieur le comte Lelio Bonin Longare, ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie près S. M. le Roi d'Espagne, Grand Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand'Croix de l'Ordre de la Couronne d'Italie, etc., etc., etc.

Et Sa Majesté le Roi d' Espagne,

Monsieur Salvador Bermudez De Castro, Marquis de Lema, Duc de Ripalda, Ministre d'Etat, Grand'Croix de François Joseph d'Autriche, membre élu de la Chambre des Députés, membre de l'Académie d'histoire, etc., etc., etc.

Art. 1. — Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que, réserve faite des cas où cette Convention en dispose autrement d'une manière expresse, pour tout ce qui concerne l'établissement des nationaux, la jouissance des droits civils, le droit d'ester en justice et y défendre, l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, et le payement des taxes y relatives, le commerce d'importation, d'exportation et de transit, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux sujets ou citoyens de toute autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux sujets de l'autre Partie contractante.

Art. 2. — Dans les échanges entre les deux Pays, le droits de entrée des articles désignés aux annexes *A* et *B* ne pourront dépasser les taux qui y sont indiqués.

Il est en outre entendu que, réserve faite des dispositions contenues à l'article 6 du présent accord, les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, qu'ils soient ou non dénommés dans les dites annexes, seront traités, à leur importation dans le territoire de l'autre, sur le pied des tarifs les plus réduits.

Art. 3. — A l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu en Espagne, et à l'exportation vers l'Espagne il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance, à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre.

Art. 4. — Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 5. — Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, d'autorités locales ou de corporations, grevant, actuellement ou à l'avenir, la production, fabrication ou consommation d'un article quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les articles, produits naturels ou fabriqués du territoire de l'autre, que pour les articles similaires d'origine indigène.

Les produits naturels ou fabriqués du territoire de l'une des Parties contractantes, importé dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à acun droit intérieur.

Art. 6. — Il est fait exception aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 en ce qui concerne le régime des vins, à l'égard desquels il est convenu que le traitement des tarifs les plus réduits ne pourra être invoqué que pour les vins de liqueur italiens: Marsala, Malvasia et Vermouth, à leur importation en Espagne; et pour les vins de liqueur espagnols: Jeréz, Tarragona et Malaga à leur importation en Italie.

Art. 7. — Les dispositions de la présent Convention ne sont point applicables:

1) au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. En tout cas les navires italiens et espagnols pourront passer d'un port de l'un des deux Pays contractants, dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou completer leur chargement pour destination étrangère;

2) aux concessions de tarifs que chacune des Parties contractantes ait accordée ou accorderait exceptionellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière;

3) aux encouragements accordés ou qui pourraient être accordés, à la marine marchande nationale;

4) à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Parties contractantes ni à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance et le sauvatage maritime;

5) aux concessions résultant de conventions spéciales de l'une ou de l'autre des Puissances signataires avec des tierces puissances à l'égard de la validité des titres académiques.

Dans les concessions visée au numéro 2 sont comprises les concessions que l'Espagne accorde ou accorderait à l'avenir au Portugal.

Art. 8 - La présente Convention entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusq'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la dite Convention demeurera obligatoire jusq'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les ratifications de la présente Convention seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid, en double original, le 30 mars 1914.

(*L. S.*) L. BONIN. (*L. S.*) Ms DE LEMA.

(Annexe A).

Droits à l'entrée en Italie.

Numéros du tarif italien	Dénomination des marchandises	Unités	Droit
ex-28	Piment rouge	100 kg.	80
ex-235	Liège:		
	b) simplement coupé en cubes ou en morceaux prismatiques préparés pour la fabrication des bouchons	id.	30
	c) ouvré	id.	35
ex-420	Poissons:		
	ex-b) sardines salées et pressées et salacchini	id.	4
	ex-d) sardines et anchois marinés ou à l'huile:		
	1° en boites	id.	15
	2° autrement conservés . . .	id.	15

(Annexe B).

Droits à l'entrée en Espagne.

Numéros du tarif espagnol	Dénomination des marchandises	Unités	Droit
1	Marbres, jaspes, albâtres et autres pierres naturelles ou artificielles propres à être travaillées, bruts ou en morceaux dégrossis, équarris et préparés pour être sculptés, pourvu que leur épaisseur dépasse 20 centimètres	100 kg. n.	1,20
314	Chanvre brut et peigné, y compris l'étoupe de chanvre	100 kg. b.	4
438	Douves de chêne, de châtaignier ou de tout autre bois ordinaire . .	id.	0,25
ex-463	Charbon végétal	1000 kg.	1,15
ex-473	Tresses de paille destinées à la confection des chapeaux, et non mélangées de fibres végétales d'autre qualité	kg.	0,75
ex-606	Volaille vivante ou morte	kg.	0,50
ex-717	Chapeaux de feutre, montés et garnis sans travail de modiste:		
	a) de feutre de laine	la pièce	1,50
	b) de feutre de poil	id.	2

(*Traduzione*).

CONVENZIONE DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE FRA L'ITALIA E LA SPAGNA.

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Maestà il Re di Spagna, animati da uno stesso desiderio di stringere i legami d'amicizia e di sviluppare le relazioni commerciali tra i due Paesi, hanno risoluto di concludere la seguente Convenzione di commercio e di navigazione, e a tale scopo hanno nominato per loro plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia

il signor Conte Lelio Bonin Longare, Ambasciatore di Sua Maestà il Re d'Italia presso Sua Maestà il Re di Spagna, Grande Ufficiale dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Gran Croce dell'Ordine della Corona d'Italia, ecc. ecc. ecc.

e Sua Maestà il Re di Spagna

il signor Salvador Bermudez De Castro, Marchese di Lema, Duca di Ripalda, Ministro di Stato, Gran Croce di Francesco Giuseppe d'Austria, Membro eletto della Camera dei Deputati, Membro dell'Accademia di Storia, ecc. ecc. ecc.

Art. 1. — Le due Alte Parti contraenti convengono che, fatta riserva dei casi in cui questa Convenzione disponga in altro modo esplicitamente, per tutto quanto riguarda lo stabilimento dei nazionali, il godimento dei diritti civili, il diritto di comparire in giudizio come attore o come convenuto, l'esercizio del commercio, delle industrie, dei mestieri e delle professioni, e il pagamento delle tasse inerenti, il commercio d'importazione, d'esportazione e di transito, la navigazione e i trasporti, qualunque privilegio, favore o immunità che l'una di esse ha già accordato o accordasse in avvenire ai sudditi o cittadini di ogni altro Stato, saranno estesi, immediatamente e senza condizione, ai sudditi dell'altra parte contraente.

Art. 2. — Negli scambi fra i due Paesi, i dazi d'entrata sugli articoli designati negli allegati *A* e *B* non potranno oltrepassare le quote che vi sono indicate.

È inteso inoltre che, con riserva delle disposizioni contenute nell'art. 6 del presente accordo, i prodotti del suolo e dell'industria di una delle Parti contraenti, siano o no nominati nei detti allegati, saranno trattati, all'importazione nel territorio dell'altra, in base alle tariffe più ridotte.

Art. 3. — All'esportazione verso l'Italia non saranno riscossi in Spagna, e all'esportazione verso la Spagna non saranno riscossi in Italia, altri nè maggiori dazi d'uscita che all'esportazione degli stessi oggetti verso il paese più favorito a tal riguardo. Parimente, ogni altro favore accordato da una delle Parti contraenti a una terza Potenza, in riguardo all'esportazione, sarà immediatamente e senza condizioni esteso all'altra.

Art. 4. — Le merci d'ogni genere, che vengano da uno dei due Stati o vi siano dirette, saranno reciprocamente esenti nell'altro da qualsiasi diritto di transito, tanto se esse transitino direttamente, quanto se, durante il transito, debbano essere scaricate, depositate o ricaricate.

Art. 5. — Nessun diritto interno riscosso per conto dello Stato, di autorità locali o di corporazioni, che gravi, attualmente o in futuro, la produzione, la fabbricazione o il consumo d'una merce qualunque nel territorio di una delle Alte Parti contraenti, sarà, per qualsiasi motivo, più alto o più oneroso per gli articoli, prodotti naturali o fabbricati del territorio dell'altra, che per gli articoli simili di origine indigena.

I prodotti naturali o fabbricati del territorio di una delle Parti contraenti, importati nel territorio dell'altra e destinati al deposito o al transito, non saranno sottoposti a nessun diritto interno.

Art. 6. — È fatta eccezione alle disposizioni del secondo comma dell'art. 2 per ciò che concerne il regime dei vini, a riguardo dei quali è convenuto che il trattamento delle tariffe più ridotte non potrà essere invocato che per i vini liquorosi italiani: Marsala, Malvasia e Vermut, alla loro importazione in Spagna, e per i vini liquorosi spagnoli: Jerez, Tarragona e Malaga, alla loro importazione in Italia.

Art. 7. — Le disposizioni della presente Convenzione non sono applicabili:

1) al cabotaggio, che continua a essere retto dalle leggi che sono o saranno in vigore in ciascuno dei due Paesi. Però le navi italiane e spagnole potranno passare da un porto di uno dei due Paesi contraenti in uno o più porti dello stesso paese, sia per depositarvi tutto o parte del loro carico portato dall'estero, sia per comporvi o completarvi il loro carico per destinazione estera;

2) alle concessioni di tariffa che ciascuna delle Parti contraenti abbia accordate o accordasse eccezionalmente a Stati limitrofi per facilitare il traffico di frontiera;

3) agli incoraggiamenti accordati o che potessero venire accordati alla marina mercantile nazionale;

4) all'esercizio della pesca nelle acque territoriali delle Parti contraenti, nè all'esercizio del servizio marittimo dei porti, delle rade e delle spiaggie. Il servizio marittimo comprende l'esercizio del rimorchio, l'assistenza e il salvataggio marittimi;

5) alle concessioni risultanti da convenzioni speciali dell'una o dell'altra delle Potenze firmatarie con terze Potenze riguardo alla validità dei titoli accademici.

Fra le concessioni contemplate al n. 2 sono comprese le concessioni che la Spagna accorda o accordasse in avvenire al Portogallo.

Art. 8. — La presente Convenzione entrerà in vigore dieci giorni dopo lo scambio delle ratificazioni e resterà esecutoria fino al 31 dicembre 1917.

Nel caso in cui nessuna delle Parti contraenti avesse notificato, dodici mesi prima del termine di detto periodo, il suo proposito di farne cessare gli effetti, la detta Convenzione rimarrà obbligatoria fino allo spirare d'un anno, a decorrere dal giorno in cui l'una o l'altra delle Parti contraenti l'avrà denunziata.

Le ratificazioni della presente Convenzione saranno scambiate al più presto possibile.

In fede di che i plenipotenziari rispettivi l'hanno firmata e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatta a Madrid, in doppio originale, il trenta marzo millenovecentoquattordici.

(*L. S.*) L. Bonin. (*L. S.*) Ms de Lema.

(Allegato A).

Dazi all' entrata in Italia.

Numeri della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio
ex-28	Pimento rosso	100 kg.	80
ex-235	Sughero:		
	b) semplicemente tagliato in cubi o in pezzi prismatici, predisposti per la fabbricazione dei turaccioli	id.	30
	c) lavorato	id.	35
ex-426	Pesci:		
	ex-b) sardine salate e pressate e salacchini	id.	4
	ex-d) sardine e acciughe marinate o sott'olio:		
	1° in scatole	id.	15
	2° conservate in altro modo .	id.	15

(Allegato B).

Dazi all'entrata in Spagna.

Numeri della tariffa spagnuola	Denominazione delle merci	Unità	Dazio
1	Marmi, diaspri, alabastri e altre pietre naturali o artificiali atte alla lavorazione, greggi o in pezzi sbozzati, squadrati e preparati per essere scolpiti, purchè il loro spessore oltrapassi 20 centimetri	100 kg. n.	1,20
314	Canapa greggia e pettinata, compresa la stoppa di canapa . . .	100 kg. l.	4,—
438	Doghe di quercia, di castagno o di ogni altro legno comune. . . .	id.	0,25
ex-463	Carbone vegetale	1000 kg.	1,25
ex-473	Trecce di paglia destinate alla confezione dei cappelli, e non commiste con fibre vegetali di altra qualità	kg.	0,75
ex-606	Pollame vivo o morto.	kg.	0,50
ex-717	Cappelli di feltro, montati e guarniti senza lavoro di modista:		
	a) di feltro di lana	ciascuno	1,50
	b) di feltro di pelo	id.	2,—

Il numero 686 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Il Governo è autorizzato a provvedere alla costruzione delle seguenti tre linee interurbane:

a) linea diretta Roma-Valmontone, con filo di bronzo di 3 millimetri;

b) linea diretta Roma-Fiuggi, con filo di bronzo di 3 millimetri;

c) linea diretta Roma-Velletri, con filo di bronzo di 3 millimetri.

Art. 2.

Alla spesa per la costruzione di dette linee si provvederà con i fondi assegnati dall'art. 5 della legge 24 marzo 1907, n. 111

Ordiniamo che la presente, munita dal sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei

decreti del Regno d' Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 luglio 1914.

VITTORIO EMANUELE.

RUBINI — RICCIO.

Visto, *Il guardasigilli*: DARI.

Il numero 687 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

La retribuzione annua di ciascuna delle ricevitorie postali e telegrafiche di terza classe sarà aumentata in ragione di L. 100, a cui sarà aggiunto un aumento del 5 per cento sulla retribuzione risultante dalla liquidazione triennale avente effetto dal 1° luglio 1914, in modo che, in ogni caso, l'aumento totale non superi le L. 150. Tale aumento avrà effetto a decorrere, per una metà dal 1° luglio 1915, e per l'altra metà dal 1° luglio 1916.

Avrà uguale aumento, nello stesso modo ripartito, la retribuzione annua di ciascuna delle ricevitorie di prima e seconda classe che, nella liquidazione predetta, risulterà di L. 1000 o di somma inferiore.

La retribuzione annua di ciascuna delle ricevitorie di prima e seconda classe che nella detta liquidazione risulterà compresa fra le L. 1000 e L. 1150, sarà aumentata in modo da raggiungere 1150 lire.

Art. 2.

Ai collettori ed ai portalettere rurali, in servizio alla pubblicazione della presente legge, è concesso un aumento di retribuzione di lire cento annue per ciascuno con decorrenza per metà dal 1° gennaio 1915, e per l'altra metà dal 1° gennaio 1916.

Art. 3.

Il Governo del Re è autorizzato ad iscrivere nel bilancio del Ministero delle poste e dei telegrafi al capitolo riferentesi alle retribuzioni del personale delle ricevitorie ed a quello degli agenti rurali, per l'esercizio finanziario 1914-915, le somme occorrenti per gli aumenti ed assegni speciali di cui agli articoli precedenti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a *Roma, addì 16 luglio 1914.*

VITTORIO EMANUELE.

RUBINI — RICCIO.

Visto, *Il guardasigilli*: DARI.

Il numero 682 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. 4 del Nostro decreto in data 12 maggio 1912, n. 459, col quale sono concessi al personale della dogana di Peri speciali compensi per disagiata residenza, fino al 31 dicembre 1912;

Visto il decreto 4 gennaio 1914, n. 31, per effetto del quale fu prorogata fino al 30 giugno 1914 la data per la corresponsione dei compensi suddetti;

Considerato che a Peri tuttora esistono le condizioni di disagio di residenza che promossero la predetta concessione;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Gli speciali compensi stabiliti a favore del personale della dogana di Peri con l'art. 4 del R. decreto del 12 maggio 1912, n. 459, continueranno ad essere corrisposti per il periodo dal 1° luglio al 31 dicembre 1914.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 giugno 1914.

VITTORIO EMANUELE.

RAVA.

Visto, *Il guardasigilli*: DARI.

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene in sunto i seguenti Regi decreti:

N. 680

Regio Decreto 2 luglio 1914, col quale, sulla proposta del ministro delle finanze, è data facoltà al comune di Castiglione Messer Raimondo (Teramo) di ridurre, durante il triennio 1914-916, i minimi imponibili della tassa sul bestiame in base alla deliberazione consiliare 21 novembre 1913.

N. 681

Regio Decreto 2 luglio 1914, col quale, sulla proposta del ministro delle finanze, è data facoltà al comune di Pontedera (Pisa) di applicare, nell'anno 1914, la tassa di famiglia col limite massimo di L. 400, giusta la deliberazione consiliare 26 febbraio 1914.

TABELLE riferentisi al Regio decreto n. 511, pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del 15 giugno 1914, n. 140.

ELENCO delle rendite da inscriversi sul Gran Libro del Debito pubblico per effetto della conversione dei beni immobili di Enti morali ecclesiastici. Legge 7 luglio 1866, n. 3036; 15 agosto 1867, n. 3848 e 29 giugno 1906, n. 262.

Numero progressivo	DENOMINAZIONE dell'Ente morale ecclesiastico	SEDE dell'Ente morale ecclesiastico		Nome e cognome dell'investito o rappresentante dell'Ente morale ecclesiastico	RENDITA ANNUA					Decorrenza della rendita da inscriversi all'Ente morale mediante prelevazioni da quella inscritta al Demanio in esecuzione del R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519	RATE ARRETRATE DI RENDITA DOVUTE								RITENUTA per imposta di ricchezza mobile				Ammontare delle rate arretrate di rendita depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile e già pagate sul fondo costituito dagli interessi della rendita inscritta al Demanio con R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519
		COMUNE	PROVINCIA		Dovuta sino a tutto il giorno 3 settembre 1867 per effetto dell'art. 11 della legge 7 luglio 1866	Corrispondente all'ammontare della tassa straordinaria del 30 0/0 imposta sul patrimonio ecclesiastico	Rendita 5 0/0 dovuta a termini dei combinati art. 11 e 18 delle leggi 7 luglio 1866 e 15 agosto 1867 a tutto dicembre 1906	Rendita da inscriversi a favore degli Enti morali indicati nella colonna 2 in consolidato 3.75 - 3.50 0/0 netto per effetto della legge 29 giugno 1906, n. 262 al 3.75 0/0	al 3.50 0/0		Dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto il 3 settembre 1867	Dal giorno 4 settembre 1867 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1868	Dal 1° gennaio 1869 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1870	Dal 1° gennaio 1871 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto giugno 1894	Dal 1° luglio 1894 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1906	Dal 1° gennaio 1907 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1911 3.75 % netto	Dal 1° gennaio 1912 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1913 3.50 0/0 netto	TOTALE Colonne 12 a 18	8.80 % sulla rata di rendita esposta nella col. 14	13.20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 15	20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 16	TOTALE Colonne 20 a 22	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
1	Cappella di San Rocco in	Morra Irpina	Avellino	Congregazione di carità di Morra Irpina	98 25	»	98 25	73 69	68 77	1° gennaio 1914	»	»	»	1456 01	1228 12	368 45	137 54	3190 12	»	132 19	245 62	437 81	2752 21
2	Cappella di Sant'Antonio in	Id.	Id.	Id.	154 15	»	154 15	115 61	107 90		»	»	»	2284 42	1926 87	578 05	215 80	5005 14	»	301 54	385 37	686 91	4318 23
3	Cappella della SS. Annunziata in ...	Id.	Id.	Id.	138 10	»	138 10	103 57	96 67		»	»	»	2046 56	1726 25	517 85	193 34	4484 00	»	270 15	345 25	615 40	3868 60
4	Cappella di San Giuseppe in	Id.	Id.	Id.	217 75	»	247 75	185 81	173 42		»	»	»	3671 52	3096 87	929 05	346 84	8044 28	»	481 64	619 37	1104 01	6940 27
5	Cappella del SS. Rosario in	Id.	Id.	Id.	190 45	»	190 45	142 84	153 31		»	»	»	2922 36	2380 63	714 20	266 62	6183 81	»	372 55	476 13	848 68	5335 13
	A riportarsi				823 70	»	828 70	621 52	580 07		»	»	»	12380 87	10358 74	3107 60	1160 14	26907 35	»	1621 07	2071 74	3692 81	23214 54

ELENCO delle rendite da inscriversi sul Gran Libro del Debito pubblico per effetto della conversione dei beni immobili di Enti morali ecclesiastici. Legge 7 luglio 1866, n. 3036; 15 agosto 1867, n. 3848 e 29 giugno 1906, n. 262.

Numero progressivo	DENOMINAZIONE dell'Ente morale ecclesiastico	SEDE dell'Ente morale ecclesiastico: COMUNE	SEDE: PROVINCIA	Nome e cognome dell'investito o rappresentante dell'Ente morale ecclesiastico	RENDITA ANNUA: Devuta sino a tutto il giorno 3 settembre 1867 per effetto dell'art. 11 della legge 7 luglio 1866	Corrispondente all'ammontare della tassa straordinaria del 30 0/0 imposta sul patrimonio ecclesiastico	Rendita 5 0/0 dovuta a termini dei combinati art. 11 e 18 delle leggi 7 luglio 1866 e 15 agosto 1867 a tutto dicembre 1906	Rendita da inscriversi a favore degli Enti morali indicati nella colonna 2 in consolidato 3.75 - 3.50 0/0 netto per effetto della legge 29 giugno 1906, n. 262: al 3.75 0/0	al 3.50 0/0	Decorrenza della rendita da inscriversi all'Ente morale mediante prelevazioni da quella inscritta al Demanio in esecuzione del R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	Riporto.				828 70	»	828 70	621 52	580 07	
6	Fabbriceria della chiesa parrocchiale di (1)	Grumello del Monte	Bergamo	Legale rappresen.	221 00	»	221 00	165 75	154 70	1° gennaio 1914
7	Cappelle del SS. Sacramento, del Rosario e della Pietà in	Castelliri	Caserta	Congregaz. di carità di Castelliri	68 35	»	68 55	51 26	47 84	1° gennaio 1914
8	Chiesa sussidiaria di San Salvatore in .	Malnate	Como	Legale rappresentante	44 27	»	44 27	33 20	30 99	1° gennaio 1914
9	Oratorio della SS. Annunziata del Cerro in	Trevisago	Id.	Id.	125 57	»	125 57	»	87 90	1° gennaio 1914
10	Cappella od Altare di San Michele Arcangelo in.	Spezzano Piccolo	Cosenza	Id.	24 22	»	24 22	18 16	16 95	1° gennaio 1914
	A riportarsi. . . .				1312 11	»	1312 11	889 89	918 45	

Numero progressivo	RATE ARRETRATE DI RENDITA DOVUTE: Dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto il 3 settembre 1867	Dal giorno 4 settembre 1867 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1868	Dal 1° gennaio 1869 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1870	Dal 1° gennaio 1871 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto giugno 1894	Dal 1° luglio 1894 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1906	Dal 1° gennaio 1907 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1911 3.75 % netto	Dal 1° gennaio 1912 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1913 3.50 0/0 netto	TOTALE Colonne 12 a 18	RITENUTA per imposta di ricchezza mobile: 8.80 % sulla rata di rendita esposta nella col. 14	13.20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 15	20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 16	TOTALE Colonne 20 a 22	Ammontare delle rate arretrate di rendita depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile e già pagate sul fondo costituito dagli interessi della rendita inscritta al Demanio con R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519
1	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Riporto	»	»	»	12280 87	10358 74	3107 60	1160 14	26907 35	»	1621 07	2071 74	3692 81	23214 54
6	»	»	»	»	620 21	828 75	309 40	1748 36	»	»	122 04	122 04	1626 32
7	»	»	»	436 87	854 38	256 30	95 68	1643 23	»	57 67	170 87	228 54	1414 69
8	»	»	»	»	332 29	166 00	61 98	560 37	»	»	66 48	66 48	493 89
9	»	»	»	»	»	»	171 16	171 16	»	»	»	»	171 16
10	»	»	»	»	2 09	90 80	33 90	126 79	»	»	0 42	0 42	126 3
A riportarsi	»	»	»	12717 74	12157 81	4449 45	1832 26	31157 26	»	1678 74	2431 55	4110 19	27046 97

(1) Iscrizione suppletiva V. n. 49 dell'elenco annesso al R. decreto 5 novembre 1874, n. 2260, serie 2.a.

ELENCO delle rendite da inscriversi sul Gran Libro del Debito pubblico per effetto della conversione dei beni immobili di Enti morali ecclesiastici. Leggi 7 luglio 1866, n. 3036; 15 agosto 1867, n. 3848 e 29 giugno 1906, n. 262.

Numero progressivo	DENOMINAZIONE dell'Ente morale ecclesiastico	SEDE dell'Ente morale ecclesiastico — Comune	SEDE — Provincia	Nome e cognome dell'investito o rappresentante dell'Ente morale ecclesiastico	RENDITA ANNUA — Dovuta sino a tutto il giorno 8 settembre 1867 per effetto dell'art. 11 della legge 7 luglio 1866	RENDITA ANNUA — Corrispondente all'ammontare della tassa straordinaria del 30 010 imposta sul patrimonio ecclesiastico	RENDITA ANNUA — Rendita 5 010 dovuta a termini dei combinati art. 11 e 18 delle leggi 7 luglio 1866 e 15 agosto 1867 a tutto dicembre 1906	Rendita da inscriversi a favore degli Enti morali indicati nella colonna 2 in consolidato 3.75 - 3.50 010 netto per effetto della legge 29 giugno 1906, n. 262 — al 3.75 010	al 3.50 010	Decorrenza della rendita da inscriversi all'Ente morale mediante prelevazione da quella inscritta al Demanio in esecuzione del R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5619	RATE ARRETRATE DI RENDITA DOVUTE — Dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto il 8 settembre 1867	Dal giorno 4 settembre 1867 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1868	Dal 1° gennaio 1869 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1870	Dal 1° gennaio 1871 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto giugno 1894	Dal 1° luglio 1894 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1906	Dal 1° gennaio 1907 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1911 3.75 % netto	Dal 1° gennaio 1912 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1913 3.50 010 netto	TOTALE Colonne 12 a 18	RITENUTA per imposta di ricchezza mobile — 8.80 % sulla rata di rendita esposta nella col. 14	13.20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 15	20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 16	TOTALE Colonne 20 a 22	Ammontare delle rate arretrate di rendita depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile e già pagate sul fondo costituito dagli interessi della rendita inscritta al Demanio con R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5619
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
	Riporto				1312 11	»	1312 11	889 80	918 45		»	»	»	12717 74	12157 81	4449 45	1832 26	31157 26	»	1678 74	2431 55	4110 29	27046 97
11	Fabbriceria della chiesa parrocchiale dei Bagni di Vinadio sotto il titolo della Natività di San Giovanni Battista in (1)	Vinadio	Cuneo	Legale rappresent.	20 19	»	20 19	»	14 13	1° gennaio 1914	»	»	»	»	»	»	19 43	19 43	»	»	»	»	19 43
12	Fabbriceria della chiesa parrocchiale di (2)	Gazzuolo	Mantova	Id	147 57	»	147 57	110 68	103 30		»	»	»	»	»	199 53	206 60	406 13	»	»	»	»	406 13
13	Chiesa parrocchiale dei SS. Pietro e Paolo in	Galliate	Novara	Id.	21 59	»	21 59	16 19	15 11		»	»	»	»	»	54 01	30 22	84 23	»	»	»	»	84 23
14	Oratorio della Beata Vergine della Vita in	Apecchio	Pesaro	Id.	9 52	»	9 52	7 14	6 66		»	»	»	»	43 47	35 70	13 32	92 49	»	»	8 69	8 69	83 80
5	Chiesa di Santa Maria degli Archi in	Lentini	Siracusa	Id.	40 40	»	40 40	30 30	28 28		»	»	»	»	91 23	151 50	56 56	299 29	»	»	18 25	18 25	281 04
16	Cassa delle Messe nella Chiesa Madre di	Monte San Giuliano	Trapani	Id.	23 65	»	23 65	17 74	16 55		»	»	»	231 37	295 63	93 70	33 10	648 80	»	30 54	59 12	89 66	559 14
	A riportarsi ...				1575 03	»	1575 03	1071 94	1102 48		»	»	»	12949 11	12588 14	4978 89	2191 49	32707 63	»	1709 28	2517 61	4226 89	28480 74

(1) Iscrizione suppletiva V. n. 48 dell'elenco annesso al R. decreto 24 maggio 1874, n. 1956, serie 2ª — (2) Iscrizione suppletiva V. n. 153 dell'elenco annesso al R. decreto 30 ottobre 1870, n. 6063.

ELENCO delle rendite da inscriversi sul Gran Libro del Debito pubblico per effetto della conversione dei beni immobili di Enti morali ecclesiastici. Leggi 7 luglio 1866, n. 3036; 15 agosto 1867, n. 3848 e 29 giugno 1906, n. 262.

Numero progressivo	DENOMINAZIONE dell'Ente morale ecclesiastico	SEDE dell'Ente morale ecclesiastico		Nome e cognome dell'investito o rappresentante dell'Ente morale ecclesiastico	RENDITA ANNUA					Decorrenza della rendita da inscriversi all'Ente morale mediante prelevazioni da quella inscritta al Demanio in esecuzione del R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519	RATE ARRETRATE DI RENDITA DOVUTE								RITENUTA per imposta di ricchezza mobile				Ammontare delle rate arretrate di rendita depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile e già pagate sul fondo costituito dagli interessi della rendita inscritta al Demanio con R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519
		COMUNE	PROVINCIA		Dovuta sino a tutto il giorno 8 settembre 1867 per effetto dell'art. 11 della legge 7 luglio 1866	Corrispondente all'ammontare della tassa straordinaria del 30 0/0 imposta sul patrimonio ecclesiastico	Rendita 5 0/0 dovuta a termini dei combinati art. 11 e 18 delle leggi 7 luglio 1866 e 15 agosto 1867 a tutto dicembre 1906	Rendita da inscriversi a favore degli Enti morali indicati nella colonna 2 in consolidato 3.75 - 3.50 0/0 netto per effetto della legge 29 giugno 1906, n. 262 al 3.75 0/0	al 3.50 0/0		Dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto il 8 settembre 1867	Dal giorno 4 settembre 1867 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1868	Dal 1° gennaio 1869 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1870	Dal 1° gennaio 1871 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto giugno 1894	Dal 1° luglio 1894 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1906	Dal 1° gennaio 1907 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1911 3.75 % netto	Dal 1° gennaio 1912 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1913 3.50 0/0 netto	TOTALE Colonne 12 a 18	8.80 % sulla rata di rendita esposta nella col. 14	13.20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 15	20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 16	TOTALE Colonne 20 a 22	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
	Riporto				1575 03	»	1575 03	1071 94	1102 49		»	»	»	12949 11	12588 14	4978 89	2191 49	32707 63	»	1709 18	2517 61	4226 89	28480 74
17	Eredità Anna Curatolo aggregata alla Madre Chiesa di ..	Monte San Giuliano	Trapani	Legale rappresent.	13 10	»	13 10	9 82	9 17		»	»	»	128 16	163 75	49 10	18 34	359 35	»	16 92	32 75	49 67	309 68
	Totale per le Fabbricerie ed altri Enti soggetti ad eguale trattamento				1588 13	»	1588 13	1081 76	1111 66		»	»	»	13077 27	12751 83	5027 99	2209 83	33066 98	»	1726 20	2550 36	4276 56	28790 42
18	Seminario Tridentino di (1)	Oristano	Cagliari	Legale rappresent.	76 44	»	76 44	57 33	53 51	1° gennaio 1914	»	»	»	»	146 72	286 65	107 02	540 39	»	»	29 34	29 34	511 05
19	Capitolo cattedrale di (2)	Vasto	Chieti	Id.	150 42	»	150 42	112 82	105 29		»	»	»	»	»	310 57	210 58	521 15	»	»	»	»	521 15
20	Capitolo cattedrale di (3)	Bisignano	Cosenza	Id.	238 87	»	238 87	179 15	167 21		»	»	»	»	»	608 61	334 42	943 03	»	»	»	»	943 03
21	Mensa arcivescovile di (4)	Otranto	Lecce	Mons. Arc. titolare	209 80	62 94	146 86	110 14	102 80		»	»	»	»	54 66	550 70	205 60	810 96	»	»	10 93	10 93	800 03
	A riportarsi				675 53	62 94	612 59	459 44	428 81		»	»	»	»	201 38	1756 53	857 62	2815 53	»	»	40 27	40 27	2775 26

(1) Iscrizione suppletiva V. n. 16 dell'elenco annesso al R. decreto 8 giugno 1911, n. 682 — (2) Iscrizione suppletiva V. n. 4 dell'elenco annesso al R. decreto 28 ottobre 1885, n. 3492, serie 3.a — (3) Iscrizione suppletiva V. n. 28 dell'elenco annesso al R. decreto 11 giugno 1906, n. 439 — (4) Iscrizione suppletiva V. n. 221 dell'elenco annesso al R. decreto 24 maggio 1874, n. 1956, serie 2.a.

ELENCO delle rendite da inscriversi sul Gran Libro del Debito pubblico per effetto della conversione dei beni immobili di Enti morali ecclesiastici. Leggi 7 luglio 1866, n. 3036; 15 agosto 1867, n. 3848 e 29 giugno 1906, n. 262.

Numero progressivo	DENOMINAZIONE dell'Ente morale ecclesiastico	SEDE dell'Ente morale ecclesiastico — COMUNE	SEDE — PROVINCIA	Nome e cognome dell'investito o rappresentante dell'Ente morale ecclesiastico	RENDITA ANNUA — Dovuta sino a tutto il giorno 3 settembre 1867 per effetto dell'art. 11 della legge 7 luglio 1866	Corrispondente all'ammontare della tassa straordinaria del 30 0/0 imposta sul patrimonio ecclesiastico	Rendita 5 0/0 dovuta a termini dei combinati art. 11 e 18 delle leggi 7 luglio 1866 e 15 agosto 1867 a tutto dicembre 1906	Rendita da inscriversi a favore degli Enti morali indicati nella colonna 2 in consolidato 3.75 - 3.50 0/0 netto per effetto della legge 29 giugno 1906, n. 262 — al 3.75 0/0	al 3.50 0/0	Decorrenza della rendita da inscriversi all'Ente morale mediante prelevazioni da quella inscritta al Demanio in esecuzione del R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519	RATE ARRETRATE DI RENDITA DOVUTE — Dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto il 3 settembre 1867	Dal giorno 4 settembre 1867 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1868	Dal 1° gennaio 1869 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1870	Dal 1° gennaio 1871 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto giugno 1894	Dal 1° luglio 1894 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1906	Dal 1° gennaio 1907 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1911 3.75 % netto	Dal 1° gennaio 1912 oppure dal giorno della presa di possesso dei beni stabili fino a tutto dicembre 1913 3.50 0/0 netto	TOTALE Colonne 12 a 18	RITENUTA per imposta di ricchezza mobile — 8.80 % sulla rata di rendita esposta nella col. 14	13.20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 15	20 % sulla rata di rendita esposta nella col. 16	TOTALE Colonne 20 a 22	Ammontare delle rate arretrate di rendita depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile e già pagate sul fondo costituito dagli interessi della rendita inscritta al Demanio con R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
	Riporto				675 58	62 94	612 59	459 44	428 81		»	»	»	»	201 38	1756 53	857 62	2815 53	»	»	40 27	40 27	2775 26
22	Capitolo Cattedrale di (1)	Alghero	Sassari	Legale rappresent.	1030 64	»	1030 64	772 98	721 44	1° gennaio 1914	»	»	»	»	1635 42	3864 90	1442 88	6943 20	»	»	327 08	327 08	6616 12
	Totale per gli Enti diversi dalle fabbricerie ...				1706 17	62 24	1643 23	1232 42	1150 25		»	»	»	»	1836 80	5621 43	2300 50	9758 73	»	»	367 35	367 35	9391 38

RIEPILOGO

	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Fabbricerie ed altri Enti morali soggetti ad eguale trattamento	1588 13	»	1588 13	1081 76	1111 65		»	»	»	13077 27	12751 89	5027 99	2209 88	33066 98	»	1726 20	2550 36	4276 56	28790 42
Enti morali diversi dalle fabbricerie	1706 17	62 94	1643 23	1232 42	1150 25		»	»	»	»	1836 80	5621 43	2300 50	9758 73	»	»	367 35	367 35	9391 38
Totale generale ...	3294 30	62 94	3231 36	2314 18	2261 90		»	»	»	13077 27	14588 69	10649 42	4510 38	42825 71	»	1726 20	2917 71	4643 91	38181 80

(1) Iscrizione suppletiva V. n. 56 dell'elenco annesso al R. decreto 2 novembre 1899 n. 412.

RENDITA tre e cinquanta per cento netta da trasferirsi in capo agli enti morali con decorrenza dal 1° gennaio 1914, lire duemila duecentosessantuna e centesimi novanta			2,261 90
RATE di rendita maturate al 1° gennaio 1914, lire quarantaduemila ottocentoventicinque e sentesimi settantuno . .		42,825 71	
RITENUTA per imposta di ricchezza mobile del 13,20 cento sulle rate maturate dal 1° gennaio 1871 a tutto giugno 1894 - di cui nella colonna 15 - lire mille settecentoventisei e centesimi venti	1,726 20		
RITENUTA per imposta di ricchezza mobile del 20 per cento sulle rate maturate dal 1° luglio 1894 a tutto dicembre 1906 - di cui nella colonna 16 - lire duemila novecentodiciassette e centesimi settantuno	2,917 71	4,643 91	
RATE di rendita depurate dalla ritenuta per imposta di ricchezza mobile e già pagate sul fondo costituito dagli interessi della rendita iscritta al Demanio col R. decreto 17 febbraio 1870, n. 5519, lire trentottomila centottantuna e centesimi ottanta		38,181 80	

Roma, addì 31 maggio 1914.

Visto, d'ordine di Sua Maestà:
Il ministro segretario di Stato per le finanze
RAVA.

Il ministro segretario di Stato per gli affari di grazia e giustizia e dei culti
DARI.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

COMMISSARIATO DELL' EMIGRAZIONE

Comunicato.

Il R. Ministero degli affari esteri (Commissariato dell'emigrazione) comunica che nel disastro avvenuto il 22 ottobre 1913 nella miniera di Stag Canon presso Dawson nello Stato del Nuovo Messico (Stati Uniti) perirono, tra gli altri, anche i tre connazionali appresso indicati, sui quali non fu possibile raccogliere altre informazioni che le seguenti:

1° Grimaldo Pietro di Pietro oriundo della Sicilia il quale avrebbe lasciato la vedova a nome Maria Pettini ed un figlio.

2° Mattina Francesco ritenuto oriundo della provincia di Piacenza al quale sopravviverebbero due fratelli residenti nel Regno uno dei quali a nome Luigi.

3° Papiri o Papero Michele ritenuto oriundo della provincia di Ascoli Piceno.

Le numerose indagini eseguite nel Regno hanno avuto esito negativo.

La Compagnia proprietaria della miniera ove avvenne il disastro che causò la morte anche ai detti connazionali, ha concesso, nel caso che i sinistrati abbiano lasciato taluni più stretti congiunti, delle indennità il cui importo varia a seconda del grado di parentela.

Si invitano gli eventuali parenti delle tre persone sopra ricordate e tutti coloro che potessero fornire notizie utili per rintracciarli a rivolgersi al Commissariato dell'emigrazione in Roma perchè possa interessarsi al conseguimento delle indennità che competessero ai detti superstiti.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del Debito pubblico

AVVISO.

Si notifica che nel giorno di mercoledì 12 agosto 1914, alle ore 9, in una sala del palazzo ove ha sede questa Direzione generale, via Goito n. 1, in Roma, con accesso al pubblico, si procederà alla 47ª estrazione a sorte delle obbligazioni della già Società Vittorio Emanuele, concessionaria della ferrovia Calabro Sicula di L. 500 ciascuna di capitale nominale al 3 0[0], il cui servizio venne assunto dallo Stato per effetto dell'art. 7 della convenzione 20 giugno 1868 approvata colla legge 31 agosto stesso anno n. 4587.

Le obbligazioni da estrarsi giusta la relativa tabella di ammortamento sono in numero di: 3747 sulle 391217 attualmente vigenti agli effetti della detta estrazione.

Con successivo avviso saranno pubblicati i numeri delle obbligazioni sorteggiate da rimborsarsi al 1° ottobre prossimo venturo.

Roma, 20 luglio 1914.

Il direttore generale
GARBAZZI.

Per il direttore capo di divisione
ENRICI.

AVVISO.

Si notifica che nel giorno di lunedì 10 agosto p. v., alle ore 9, in una sala del palazzo ove ha sede questa Direzione generale, via Goito n. 1, in Roma, con accesso al pubblico, si procederà alla 57ª estrazione a sorte delle obbligazioni emesse dalla cessata Società della ferrovia di Novara, del capitale nominale di L. 320 ciascuna al 5 0[0], assunte in servizio dallo Stato in forza dell'art. 12 della convenzione 20 giugno 1868, approvata colla legge 31 agosto stesso anno, n. 4587.

Le obbligazioni da estrarsi, giusta la relativa tabella di ammortamento, sono in numero di 695 sulle 2995 attualmente vigenti, agli effetti della detta estrazione.

Con successivo avviso saranno notificati i numeri delle obbligazioni sorteggiate, rimborsabili al 1° ottobre prossimo.

Roma, 20 luglio 1914.

Il direttore generale
GARBAZZI.

Per il direttore capo di divisione
ENRICI.

Direzione generale del tesoro (Divisione portafoglio)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 21 luglio 1914, in L. 100,43.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti

nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (Divisione portafoglio).

20 luglio 1914.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl'interessi maturati a tutt'oggi
3.50 % netto . . .	94 83 48	93.08 48	94 64 46
3.50 % netto (1902)	94 28 12	92 53 12	94.09 10
3 % lordo	63.62 50	62.42 50	62 89 32

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

L'annunciato passo dell'Austria alla Serbia conseguenza dell'istruzione del processo per l'assassinio di Serajevo è atteso da un giorno all'altro. Secondo informazioni giunte da Vienna, il partito militare desidera la sollecitudine ed il capo di stato maggiore dell'esercito austro-ungarico, generale Conrad, spinge ad una azione energica verso la Serbia. Questa a sua volta fa dichiarare dagli organi ufficiosi del Ministero che non sopporterà nessuna ingerenza o pressione straniera nei suoi affari interni. La situazione si è quindi d'un tratto aggravata ed i rapporti austro-serbi che sembravano sulla via di pacifica intesa sono divenuti di nuovo tesi.

Su tali rapporti i giornali di Vienna hanno da Budapest 20 le seguenti informazioni:

Autorizzato dal presidente del Consiglio Pasic, il capo dell'Ufficio stampa serbo Stefanovic ha fatto al corrispondente speciale del-l'*Essi Ujsag* alcune dichiarazioni nelle quali avrebbe detto:

Il presidente del Consiglio è partito per la Serbia orientale ove assisterà alle elezioni e d'onde ritornerà a Belgrado tra otto giorni circa. Sinora non sa nulla di un eventuale passo da parte del Governo austro-ungarico.

Il Governo serbo non crede che un tale passo avverrà. Se però dovesse avvenire il Governo serbo non mancherà di occuparsi coscienziosamente della Nota diplomatica.

Il presidente del Consiglio ha anche dichiarato che quando si trattasse della escussione come testi di sudditi serbi o di persone serbe egli avrebbe fatto il suo dovere.

Non posso credere, avrebbe aggiunto, che la bomba provenga dall'arsenale di Kragujevatz.

Il maggiore Pribicevic è certamente estraneo all'attentato. Il capro espiatorio deve essere ricercato nell'amministrazione bosniaca.

Una polizia migliore avrebbe dovuto prevedere l'attentato stesso per la sicurezza della vita dell'Arciduca ereditario. Se noi venissimo accusati non mancheremmo di discutere. Ci limiteremo a dire che non vogliamo alcuna guerra e spero che il conflitto potrà essere composto pacificamente.

La Serbia ha bisogno di vivere almeno per dieci anni in pace per migliorare la propria situazione economica. Tanto io quanto il Governo siamo convinti che il conflitto sarà pacificamente composto.

Un boicottaggio delle merci dell'Austria-Ungheria non esiste nella Serbia. Anche le voci di una mobilitazione sono false.

Nessun battaglione ha un effettivo maggiore di quello di pace.

***

Nel rinviare i lettori ai numerosi particolari della visita del presidente Poincaré allo Czar, che più oltre pubblichiamo nei dispacci, diamo qui posto, per la loro importanza politica, ai brindisi scambiati ieri sera a Peterhoff al pranzo di gala offerto da S. M. l'Imperatore al suo ospite.

Lo Czar alzando il bicchiere e rivolgendosi al presidente disse:

Signor presidente, permettetemi di dirvi quanto io sia felice di augurarvi il benvenuto qui.

Il capo dello Stato amico ed alleato è sempre sicuro di trovare l'accoglienza più calorosa in Russia; ma oggi la nostra soddisfazione di potere salutare il presidente della Repubblica francese è ancora raddoppiata dal piacere di trovare in voi un'antica conoscenza, colla quale io sono stato lietissimo di stringere due anni fa relazioni personali.

Unite da lunga data da reciproca simpatia dei popoli e da interessi comuni, la Francia e la Russia sono strettamente vincolate, da quasi un quarto di secolo, per meglio tendere al medesimo scopo che consiste nel tutelare i loro interessi, collaborando al mantenimento dell'equilibrio e della pace europea.

Io non dubito punto che, fedeli al loro ideale pacifico e basandosi sulla loro provata alleanza, come pure su amicizie comuni, i nostri due paesi, continueranno a godere dei benefizi della pace, assicurata dalla pienezza delle loro forze, stringendo sempre più i vincoli che li uniscono.

Con questo voto sincerissimo, alzo il mio bicchiere alla vostra salute, signor presidente, ed alla prosperità e alla gloria della Francia.

Il presidente, Poincaré, rispose con il seguente brindisi:

Sire,

Ringrazio Vostra Maestà della sua accoglienza così cordiale e la prego di credere che mi è stato molto gradito di fare oggi una nuova visita all'Augusto Sovrano del popolo amico ed alleato.

Fedele alla tradizione che hanno seguito i miei onorevoli predecessori, ho voluto recare a Vostra Maestà e alla Russia il solenne attestato di sentimenti che rimangono immutabili in tutti i cuori francesi.

Quasi venticinque anni sono passati da quando, con una chiara visione dei loro destini, i nostri due paesi hanno unito gli sforzi delle loro diplomazie, ed i felici effetti di questa permanente associazione si fanno tutti i giorni sentire nell'equilibrio del mondo.

Fondata sulla comunanza degl'interessi, consacrata dalla volontà pacifica dei due Governi, appoggiata su eserciti di terra e di mare, che si conoscono, si stimano e si sono abituati a fraternizzare, consolidata da una lunga esperienza e completata da preziose amicizie, l'alleanza di cui l'illustre imperatore Alessandro III ed il rimpianto presidente Carnot hanno preso la prima iniziativa, ha da allora dato costantemente prova della sua azione benefica e della sua incrollabile saldezza.

Vostra Maestà può essere sicura che domani, come ieri, la Francia continuerà in una collaborazione intima e quotidiana con la sua alleata, l'opera di pace e di civiltà alla quale i due Governi e le due Nazioni non hanno mai cessato di lavorare.

Alzo il mio bicchiere in onore di Vostra Maestà, di Sua Maestà l'Imperatrice, di Sua Maestà l'Imperatrice Madre, di Sua Altezza Imperiale il granduca ereditario e di tutta la famiglia imperiale. Bevo alla grandezza ed ed alla prosperità della Russia.

***

Dall'Albania si hanno oggi poche notizie. Le più in-

teressanti riguardano le trattative per il luogo dove domani dovrebbe aver luogo il convegno fra i ministri delle grandi potenze ed i capi degli insorti. Da Vienna 20 si telegrafa:

I giornali hanno da Durazzo 19 (sera):

Oggi sono rimpatriati vari distaccamenti di mirditi.

I rappresentanti delle sei grandi potenze hanno risposto all'invito del capo dei ribelli di recarsi a Sciak per nuove trattative, che essi accettano di iniziare a patto però che quale sede delle trattative venga scelta Durazzo.

Se i delegati degli insorti non avessero fiducia sufficiente per venire a Durazzo, allora essi sono invitati a recarsi mercoledì al cosiddetto Sasso Bianco, situato ad otto chilometri ad est della via di Durazzo, per essere trasportati con una barca a bordo di una nave da guerra colà ancorata, dove si troveranno i rappresentanti delle grandi potenze per le trattative.

Oggi è pervenuto al principe un dispaccio di Ismail Kemal bey, il quale comunica al principe di aver organizzato con parecchi notabili del sud del paese di Argirocastro, Tepeleni e Delvino, un Comitato di salute lo scopo del quale sarebbe di proteggere il principe. Il telegramma termina col consiglio al principe di far partecipare nella maggior misura la Commissione di controllo al Governo perchè ciò, secondo l'opinione del Comitato di salute, gioverebbe alla causa del principe.

Da Durazzo 19, si telegrafa che la città è tranquilla e si ha da Vallona 20:

Non sono giunte finora ulteriori notizie circa movimenti degli insorti o degli epiroti.

***

Nei passati giorni informammo i lettori che erano in corso trattative per un convegno fra il gran visir ed il presidente del Consiglio greco Venizelos, per discutere la questione delle isole.

Il corrispondente molto autorevole da Atene del *Daily Telegraph*, telegrafò al suo giornale che i negoziati in proposito presentavano gravi difficoltà. Deve ritenersi che esse siano state superate perchè si telegrafa da Atene 19:

Un dispaccio da Costantinopoli annunziava ieri che il gran visir proponeva di fissare al 24 luglio a Bruxelles il colloquio progettato con Venizelos; quindi questi avrebbe dovuto partire oggi.

Invece con un nuovo dispaccio ricevuto oggi, il gran visir chiede che la partenza di Venizelos sia rinviata ancora di qualche giorno.

***

Si telegrafa da Atene 20:

Il Ministero degli affari esteri ha comunicato ufficialmente alla Regia legazione d'Italia che i soldati e marinai che componevano la guarnigione di Saseno sono arrivati a Corfù e che l'evacuazione si trova così ad essere effettuata.

Lo stesso Ministero ha pure informato la Regia legazione d'Italia che la capitaneria del porto di Corfù ha fatto un'inchiesta circa le fucilate tirate dall'isola di Sasseno contro un brigantino italiano. Da questa inchiesta è risultato che la guarnigione aveva tirato a salve contro un veliero supponendo che questo dovesse sbarcare nell'isola degli albanesi irregolari.

Analoga inchiesta sarà ordinata per ciò che riguarda la fucileria di cui sarebbero state fatte segno alcune paranze italiane fra Sasseno e la costa albanese.

***

La questione dell'*Home rule* sta per provocare una elegante agitazione costituzionale in Inghilterra. Il primo ministro Asquith ha indotto il Re ad indire un convegno dei principali uomini politici dei vari partiti per intendersi sugli affari dell'Ulster. L'ingerenza del Sovrano in un conflitto puramente parlamentare provoca numerose opposizioni, come si può rilevare dal dispaccio da Londra 20, che più oltre pubblichiamo, richiamando su di essi l'attenzione dei lettori.

La partenza del generale Huerta, sembra che possa ridare la tranquillità al Messico. Scende ora in campo un nuovo generale che inizia una rivoluzione e di questa narra il seguente dispaccio da Messico 19:

Il generale Orezoe con 14.000 dei suoi partigiani ha cominciato un movimento rivoluzionario contro il nuovo Governo nella regione settentrionale di Aguas Calientes. Egli è appoggiato dal generale Francesco Cardaras che si dispone ad attaccare lo stato di Michoacan.

CRONACA ITALIANA

S. A. R. la Duchessa d'Aosta ha inviato ieri, a Gressoney, per la ricorrenza onomastica di S. M. la Regina Margherita, un telegramma di auguri.

Il testo del telegramma mandato ieri dal sindaco di Roma a S. E. la marchesa di Villamarina, dama di onore di S. M. la Regina Madre, è il seguente:

« Nella faustissima ricorrenza del giorno onomastico voglia porgere a Sua Maestà gli auguri fervidissimi della città di Roma, che nella Maestà Sua saluta, con immutabile devozione, l'esempio luminoso di ogni più eletta e gentile virtù ».

Sua Maestà la Regina Madre ha risposto:

« *Onorevole sindaco di Roma,*

Gressoney Castelsavoia

Ringrazio di cuore la cittadinanza di Roma degli affettuosi memori auguri e sono sensibilissima a Lei che con parola tanto gentile ne interpretava il pensiero.

« *Margherita* ».

Cortesie internazionali. — Il Congresso di viticoltura riunitosi ieri a Lione, ha, su proposta del senatore Vermorel, approvato un indirizzo di felicitazione a Sua Maestà il Re d'Italia per l'iniziativa da lui presa per la fondazione dell'Istituto internazionale di agricoltura.

Consiglieri provinciali. — Nelle elezioni amministrative avvenute domenica scorsa nella provincia di Roma riuscirono eletti all'ufficio di consigliere provinciale:

On. Zegretti, per il mandamento di Anagni, don Francesco Massimo, per quello di Arsoli; Sindaci, per Ceccano; Grappelli, per Frosinone; Pais Serra, per Guarcino; Baccelli Pietro, per San Vito; avv. Franchi per Veroli; Magnani, per Subiaco; dott. Fabi, per Orte; col. Marafini, per Cori.

Ferrovie dello Stato. — L'*Agenzia Stefani* comunica: In applicazione dell'art. 56 della legge 7 luglio 1907 sull'ordinamento dell'esercizio di Stato delle ferrovie, il direttore generale, udito il parere del Consiglio di amministrazione, ha adottato i seguenti provvedimenti in conseguenza dello sciopero ferroviario dello scorso giugno:

Sono stati dichiarati dimissionari quattro applicati ed un aiutante applicato, tredici macchinisti, quattro fuochisti, sei operai, otto capi conduttori, tre guardafreni, tre frenatori, un caposquadra manovratori, un caposquadra cantonieri ed un caposquadra manovali, un manovratore, un manovale e un verificatore.

Sono stati retrocessi al grado immediatamente inferiori: due capi stazione ed altri sedici impiegati inferiori, centoventisei agenti appartenenti al personale viaggiante dei treni; centodiciannove macchinisti; sessantuno fuochisti e cinquantasei altri agenti di grado inferiore appartenenti al personale di stazione e di linea.

Di questi provvedimenti sono in corso le partecipazioni.

Ai rimanenti agenti che hanno partecipato volontariamente allo sciopero verrà prorogato il termine per l'aumento dello stipendio da sei mesi a due anni, o sarà, a seconda dei casi, inflitta la sospensione dal servizio per una durata da sei a dodici anni.

Il Consiglio di amministrazione ha inoltre deliberato di far plauso all'opera degli agenti che non hanno abbandonato il loro posto, contribuendo così a mantenere la continuità del pubblico servizio, e dimostrando come la grande maggioranza del personale conserva sempre quei requisiti di fedeltà e di disciplina, che sono il primo fondamento di un buon servizio ferroviario.

Ha pure deliberato che a favore del personale il quale ebbe ad intensificare le proprie prestazioni nei luoghi in cui si manifestò lo sciopero, siano distribuiti adeguati compensi.

Elezione politica. — *Collegio di Oleggio* (Novara). — Votazione di ballottaggio: Risultato definitivo — Iscritti 20296 — Votanti 12399 — Varzi ebbe voti 6710 e Sarfatti 5685. — Voti nulli 87; contestati ?.

È stato proclamato eletto deputato Varzi.

Ascensione alpina. — Gli allievi dell'Accademia militare di Torino, accompagnati da un colonnello del genio e da numerosi ufficiali italiani, passarono la giornata di sabato scorso al Gran San Bernardo, con l'autorizzazione del Consiglio federale.

Gli ufficiali italiani furono ricevuti da due ufficiali di stato maggiore svizzeri e fecero colazione all'ospizio, insieme con gli allievi dell'Accademia. Quindi la sera ripresero il treno per l'Italia.

Rapporti commerciali con l'Oriente. — Tutti coloro che abbiano rapporti d'affari coll'estero, e specialmente gl'importatori a cui pervenissero offerte di merci dall'Oriente, sono pregati dalla locale Camera di commercio e industria di Roma a recarsi nei suoi uffici per opportune indicazioni.

Marina militare. — Le RR. navi *Flavio Gioia*, *Vespucci* ed *Etna* sono partite da Vigo per Ferrol, donde ripartiranno domani 22 corrente.

A bordo vi sono gli allievi dell'Accademia navale. La salute di tutti è ottima.

La R. nave *Iride* è giunta ieri l'altro a Durazzo.

Marina mercantile. — Il *Cordova*, del Lloyd Italiano, ha transitato da Tangeri per Dakar, Rio de Janeiro e Buenos Aires. — *Il Principessa Mafalda*, è partito da Buenos Aires per Genova e scali intermedi.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

VIENNA, 20. — I giornali hanno da Gastein che nel Rattemberg, presso Boeckstein, dodici minatori sono morti asfissiati da ossido di carbonio.

VIENNA, 20. — La *Sonn-und Montag Zeitung* è informata che il presidente del Consiglio ungherese, conte Tisza, arrivato a Vienna ieri, ebbe conferenze col conte Berchtold e col conte Stürgkh, le quali ebbero per oggetto esclusivo gli affari interni.

Oggi ha luogo una seduta alla Camera dei Magnati e non è escluso che in questa occasione sia rivolta una interpellanza al conte Tisza.

Mercoledì il conte Tisza parlerà in ogni modo sui rapporti della Monarchia austro-ungarica con la Serbia.

LONDRA, 20. — *Camera dei comuni*. — La crisi attuale è tra le più gravi nella storia dell'Inghilterra e nei circoli politici la si considera come uno dei più importanti avvenimenti contemporanei.

Molto prima delle 3, ora fissata per l'apertura della seduta, il pubblico si è raccolto sui marciapiedi presso il palazzo di Westminster, per vedere arrivare i ministri e i deputati.

La Camera era molto animata e i banchi erano tutti occupati. Il primo ministro, Asquith, nella sua dichiarazione ha detto che la Conferenza convocata dal Re si riunirà probabilmente domani.

Dopo la breve dichiarazione di Bonar Law, Redmond, vivamente applaudito dei liberali, ha dichiarato che nè lui, nè i suoi colleghi possono in alcun modo essere resi responsabili della riunione della Conferenza.

Ha aggiunto che non crede di dover esprimere un'opinione qualsiasi sulla questione, ma non sa se si arriverà o no ad un risultato.

L'invito alla Conferenza avendo il carattere di un ordine del Re, ritiene di doverví ubbidire.

Ginnel, deputato irlandese, ha domandato se vi è qualche precedente che il primo ministro abbia consigliato il Re di mettersi alla testa di una cospirazione, che ha per iscopo di ostacolare l'attuazione delle vedute della Camera.

La domanda di Ginnel è rimasta senza risposta.

Dinanzi ad una Camera molto affollata ed agitata il primo ministro Asquith annuncia che, conformente alle raccomandazioni del Re, lo Speaker della Camera dei Comuni presiederà una conferenza di tutti i partiti che sarà tenuta a Buckingham Palace per discutere la questione irlandese. Aggiunge di essere autorizzato dal Re ad annunziare che di fronte alla grave situazione che si è andata formando era sembrato utile al Sovrano di convocare i rappresentanti dei partiti inglesi ed irlandesi per discutere sulla situazione. Asquith aggiunge che se l'invito viene accettato, l'opposizione, l'Ulster, i nazionalisti irlandesi ed il Governo avranno due rappresentanti ciascuno alla conferenza.

Bonar Law, a nome dell'opposizione, dichiara di obbedir lealmente all'ordine del Sovrano. Redmond, a nome dei nazionalisti irlandesi, dichiara di non poter esprimere alcuna opinione, perchè lui ed i suoi partigiani non assumono alcuna responsabilità per la convocazione della conferenza.

La discussione è poscia rinviata.

Camera dei lordi — Lord Courtney, solleva, a proposito della conferenza progettata a Buckingham Palace, una questione di diritto costituzionale. Domanda che cosa avviene della responsabilità ministeriale e dell'autorità del Parlamento.

Lord Crewe risponde che la conferenza di Buckingham Palace non pregiudica la pratica costituzianale e che, date le attuali circostanze e la suprema importanza delle questioni in causa, non si tratta e non si potrebbe neanche parlare di soppiantare l'autorità del Parlamento. La conferenza non darà questo risultato.

Il gruppo laburista della Camera dei comuni ha approvato un ordine del giorno di protesta contro la convocazione da parte del Re di una conferenza circa l'Home rule. Questa ingerenza della Corona nel parlamentarismo, dice l'ordine del giorno, crea un precedente pericoloso.

L'ordine del giorno è stato inviato ai ministri, con preghiera di trasmetterlo al Re.

BUCAREST, 20. — L'*Agenzia Rumena* comunica: La notte scorsa tra le 5 e le 6 antimeridiane il posto rumeno *25* è stato attaccato da soldati bulgari.

I rumeni si ritirarono in una posizione ad un centinaio di metri di distanza, donde risposero uccidendo tre soldati bulgari, i cui cadaveri sono stati trovati presso il posto rumeno.

SALISBURGO, 20. — Secondo una notizia ufficiale da Sankt Johann è avvenuta un'esplosione di grisou in una miniera d'oro nel Ra-

thausberg: undici operai sono rimasti uccisi. I loro cadaveri sono stati estratti dalla miniera.

PIETROBURGO, 20. — Quando la squadra presidenziale giunge nella rada di Cronstadt, i vapori, i velieri, gli yachts di ogni specie sfilano presso la *France*.

I battellieri acclamano il presidente agitando cappelli e fazzoletti, mentre le musiche suonano la Marsigliese.

Le corazzate hanno difficoltà a passare questa folla d'imbarcazioni che solcano la rada da ogni parte e che sono gremite. I quais sono affollatissimi, le acclamazioni ininterrotte. Decorazioni di festoni e bandiere si vedono in vari luoghi.

Lo Czar, a bordo dello yacht *Alexandra* gli si è recato incontro nella rada di Cronstadt.

Il tempo era incerto.

Lo Czar e Poincaré si sono recati a bordo dell'*Alexandra* a Peterhof.

Il ministro della marina, ammiraglio Grigoroviton si è recato a bordo della *France* a prendere il presidente, e lo ha condotto a bordo dello yacht imperiale.

L'Imperatore attendeva sulla poppa dello yacht.

All'arrivo del presidente la sua bandiera fu issata all'albero maestro accanto alla bandiera imperiale.

Sullo yacht l'Imperatore e il presidente si sono stretti molto a lungo la mano.

L'Imperatore si è informato del modo nel quale si era effettuata la traversata.

Poi lo yacht imperiale ha filato a grande velocità verso lo sbarcadero di Peterhof.

Lo Czar e il Presidente si sono trattenuti amichevolmente.

PETERHOFF 20. — Appena arrivato al palazzo il presidente Poincaré si è recato negli appartamenti dell'Imperatrice alla quale ha presentato i suoi omaggi.

Il presidente ha poi fatto visita ai granduchi ed alle granduchesse presenti a Peterhoff.

Poincaré ha infine fatto rimettere varie decorazioni a personalità russe.

PETERHOFF, 20. — La compagnia d'onore passata in rivista dal presidente Poincaré e dallo Czar appartiene al reggimento Preobrajenski, che comprende soltanto soldati di statura affatto eccezionale. Gli uomini presenti misurano quasi due metri e la loro statura e il loro portamento marziale sono ammiratissimi.

Secondo l'uso, lo Czar dice loro la frase tradizionale: Buona sera, figli miei. Ed essi rispondono con una sola voce, scandendo le sillabe: Ringraziamo. V. M.

Lo Czar e il presidente salgono poi in una grande Daumont tirata da quattro cavalli, due dei quali coi loro cavalieri, e preceduta dal battistrada. Dietro la vettura sta un cosacco.

Attraverso il grazioso parco di Peterhof la vettura raggiunge il Castello, le cui cascate e la cui disposizione generale ricordano in minori proporzioni Versailles. L'acqua delle cascate produce un grazioso effetto.

L'accesso nel parco è stato riservato oggi a qualche privilegiato dell'alta società russa. I presenti fanno al presidente Poincaré una calorosa accoglienza.

Un reggimento rende gli onori nei dintorni del Palazzo.

La musica suona gli inni francese e russo e la marcia di Sambre et Meuse.

SOFIA, 21. — La giornata di ieri è stata calma su tutta la linea della frontiera bulgaro-rumena, eccetto che presso il posto di Kutulu ove è avvenuta l'ultima aggressione rumena e ove verso le undici del mattino si vide svolgere una nuova azione da parte delle truppe rumene, le quali aprirono il fuoco. I soldati bulgari non risposero. Il fuoco di fucileria ricominciò verso le due del pomeriggio e si rinnovò verso le undici di sera.

In questo momento un turco che si era recato a Rutchuk e che voleva passare clandestinamente la frontiera per recarsi in Romania fu ferito dai soldati rumeni e quindi raccolto dai soldati bulgari i quali lo fecero trasportare all'ospedale di Rutchuk.

I rumeni che erano una ventina hanno sparato da una località posta a seicento passi nell'interno del territorio bulgaro. Questa ultima offensiva sembra avere per scopo specialmente di impadronirsi dei cadaveri dei soldati bulgari uccisi il giorno precedente nelle note condizioni o provocare le guardie di frontiera per obbligarle a sparare contro i soldati rumeni e poter dire poi che il grande incidente di Kutulu è liquidato col sangue, trovandosi i rumeni ed i bulgari alla pari gli uni verso gli altri. In questa situazione si augura vivamente che il Governo rumeno segua l'esempio del Gabinetto di Sofia, facendo sostituire i suoi soldati implicati nei recenti incidenti. Tale misura contribuirebbe a ricondurre la calma sulla frontiera.

PARIGI, 21. — I giornali commentano l'arrivo del signor Poincaré in Russia ed i brindisi scambiati a Peterhof e si dicono lieti della accoglienza fatta dallo Czar al primo magistrato di Francia.

TOLOSA, 21. — Un treno proveniente da Auch ed un altro proveniente da Baiona hanno avuto iersera uno scontro presso Empalot a cinque chilometri da Tolosa. Quattro vagoni sono stati fracassati. Sei viaggiatori sono rimasti morti, tra cui due militari.

I morti non sono stati ancora riconosciuti.

Vi sono inoltre una trentina di feriti, fra cui alcuni gravi. Essi sono stati trasportati al manicomio di Bracqueville Roche ed all'ospedale di Tolosa.

Si lavora a sgombrare la linea. Un treno di soccorso è partito da Tolosa per il luogo del disastro.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio astronomico al Collegio Romano

20 luglio 1914

L'altezza della stazione è di metri	50.60
Il barometro a 0°, in millimetri e al mare	756.2
Termometro centigrado al nord	29.2
Tensione del vapore, in mm.	13.81
Umidità relativa, in centesimi	46
Vento, direzione	SW
Velocità in km.	5
Stato del cielo	1/2 nuvolo
Temperatura massima, nelle 24 ore	30.0
Temperatura minima, id.	18.4
Pioggia in mm.	—

20 luglio 1914

In Europa: pressione massima di 764 sul Rialto Centrale Russo, minima di 749 sulla Islanda.

In Italia nelle 24 ore: barometro abbassato a nord e centro e Sardegna, intorno a 1 mm., salito altrove, fino a 2 mm. sulle Puglie; temperatura irregolarmente variata; cielo nuvoloso con pioggerelle in Piemonte, Puglie, vario nelle regioni centrali, sereno altrove.

Barometro: massimo di 758 sulle Alpi e in Sicilia, minimo 755 sul basso Adriatico.

Probabilità: Regioni settentrionali: venti moderati 1° quadrante, cielo vario, temperatura stazionaria.

Regioni appenniniche: venti deboli 2° quadrante, cielo vario con qualche pioggiarella sulle località meridionali, temperatura stazionaria.

Versante Adriatico: venti moderati del 1° quadrante con cielo vario sulle alte regioni, venti quasi forti del 2° quadrante con cielo vario e qualche pioggiarella altrove, temperatura mite, mare alquanto agitato sulle coste salentine.

Versante Tirrenico: venti quasi forti 3° quadrante, cielo nuvoloso con qualche pioggiarella temporalesca, temperatura elevata, mare agitato.

Versante Jonico: venti moderati 3° quadrante, cielo vario, qualche pioggioggiarella, temperatura elevata, mare agitato.

Coste Libiche: venti moderati 2° quadrante, cielo vario, temperatura elevata, mare agitato.

Bollettino meteorico dell'ufficio centrale di meteorologia e geodinamica

Roma, 20 luglio 1914.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente massima nelle 24 ore	TEMPERATURA precedente minima nelle 24 ore
Liguria.				
Porto Maurizio	sereno	calmo	27 0	20 0
Genova	nebbioso	calmo	28 0	22 0
Spezia	sereno	calmo	29 0	19 0
Piemonte				
Cuneo	1/2 coperto	—	27 0	18 0
Torino	3/4 coperto	—	27 0	19 0
Alessandria	1/4 coperto	—	31 0	20 0
Novara	sereno	—	35 0	20 0
Domodossola	3/4 coperto	—	29 0	17 0
Lombardia.				
Pavia	3/4 coperto	—	31 0	17 0
Milano	3/4 coperto	—	33 0	20 0
Como	coperto	—	31 0	18 0
Sondrio	—	—	—	—
Bergamo	3/4 coperto	—	27 0	17 0
Brescia	1/4 coperto	—	29 0	20 0
Cremona	1/4 coperto	—	32 0	18 0
Mantova	sereno	—	29 0	19 0
Veneto.				
Verona	sereno	—	31 0	17 0
Belluno	sereno	—	27 0	15 0
Udine	sereno	—	28 0	18 0
Treviso	sereno	—	28 0	17 0
Vicenza	sereno	—	28 0	18 0
Venezia	sereno	calmo	27 0	20 0
Padova	sereno	—	28 0	18 0
Rovigo	sereno	—	30 0	18 0
Romagna-Emilia				
Piacenza	1/2 coperto	—	29 0	17 0
Parma	sereno	—	30 0	17 0
Reggio Emilia	sereno	—	30 0	17 0
Modena	sereno	—	29 0	18 0
Ferrara	sereno	—	28 0	17 0
Bologna	sereno	—	29 0	20 0
Forlì	sereno	—	28 0	17 0
Marche-Umbria.				
Pesaro	sereno	mosso	27 0	16 0
Ancona	sereno	legg. mosso	25 0	20 0
Urbino	sereno	—	24 0	17 0
Macerata	1/4 coperto	—	25 0	18 0
Ascoli Piceno	sereno	—	27 0	17 0
Perugia	sereno	—	24 0	16 0
Camerino	—	—	—	—
Toscana.				
Lucca	sereno	—	29 0	17 0
Pisa	sereno	—	29 0	16 0
Livorno	sereno	calmo	30 0	19 0
Firenze	sereno	—	30 0	16 0
Arezzo	sereno	—	28 0	16 0
Siena	sereno	—	27 0	18 0
Grosseto	sereno	—	31 0	16 0
Lazio.				
Roma	sereno	—	29 0	18 0
Versante Adriatico Meridionale.				
Teramo	—	—	—	—
Chieti	sereno	—	23 0	18 0
Aquila	sereno	—	27 0	14 0
Agnone	sereno	—	23 0	13 0
Foggia	sereno	—	26 0	18 0
Bari	sereno	legg mosso	25 0	20 0
Lecce	1/2 coperto	—	26 0	20 0
Taranto	coperto	legg. mosso	28 0	15 0
Versante Mediterraneo Meridionale.				
Caserta	sereno	—	29 0	17 0
Napoli	sereno	calmo	26 0	18 0
Benevento	sereno	—	27 0	15 0
Avellino	sereno	—	24 0	17 0
Mileto	1/2 coperto	—	25 0	16 0
Potenza	sereno	—	20 0	14 0
Cosenza	—	—	—	—
Tiriolo	—	—	—	—
Sicilia.				
Trapani	1/2 coperto	calmo	26 0	18 0
Palermo	1/2 coperto	calmo	29 0	17 0
Porto Empedocle	—	—	—	—
Caltanissetta	sereno	—	29 0	19 0
Messina	sereno	calmo	27 0	20 0
Catania	sereno	—	29 0	20 0
Siracusa	1/4 coperto	legg. mosso	33 0	19 0
Sardegna.				
Sassari	3/4 coperto	—	28 0	18 0
Cagliari	sereno	legg. mosso	33 0	16 0
Libia.				
Tripoli	sereno	calmo	27 0	22 0
Bengasi	—	—	—	—

Direttore: G. B. BALLESIO — Tipografia delle Mantellate. — TUMINO RAFFAELE, *gerente responsabile.*